politique nationale. Mais j'ai pris le tarif et j'ai prouvé que le tarif n'avait été augmenté que d'environ $4\frac{1}{2}$ cts. par cent livres, et pourtant le prix du fer s'était élevé de \$1.00! J'eus occasion de rencontrer la même personne plus tard, alors que le fer avait diminué de \$1.00, et je lui ai demandé si la politique nationale avait eu en même temps pour effet d'augmenter et de faire baisser le fer. Naturellement, il y a croire que ces élévations de prix sont dues à la politique nationale. Eh! bien, M. l'Orateur, tous les instruments d'agriculture qui sont manufacturés et dont par le tarif, de 17½ à 35 pour cent, et cependant les cultivateurs qui en ont besoin ne les paient pas plus cher; au contraire, comme je viens de vous le dire, on les paie meilleur marché, par le fait qu'ils sont manufacturés en

Si vous entrez, M. l'Orateur, dans un magasin, vous pourrez vous convaincre que plus de la moitié des marchandises que vous voyez sur les comptoirs et sur les tablettes, sont des marchandises de provenance canadienne; je parle d'un magasin général. Avant l'adoption du tarif actuel, avant l'adoption de la politique nationale, il y avait sur les tablettes, des cotons américains, des shirtings américains, des couvertes et des tweeds importés d'Europe. Aujourd'hui, vous voyez voir à peine une pièce de coton blanc importée d'Europe ou des Etats-Unis. Tous les cotons qui se vendent dans le pays sont, pour la plus grande partie manufacturés en Canada. Et après cela, l'Orateur, on dira que la politique nationale éloigne le peuple du Canada, que l'émigration augmente; que la politique nationale ruine le pays! Comment peut-on expliquer cela? Je dirai aux honorables députés de l'opposition: hâtez-vous de parler des émigrants qui s'en vont aux Etats-Unis, car vous ne pourrez pas en parler longtemps avec avantage; bientôt, vous serez forcés de ne plus en parler, parce que nous touchons à la fin de cette grande émigration vers les Etatscourant est établi, il est difficile de l'arrêter, mais la politique nationale mettra fin à ce courant d'emigration. L'augmentation des manufactures dans le pays, le salaire des ouvriers qui est augmenté de 75 à 100 pour cent depuis deux ou trois ans, et l'établissement des terres du Nord-Ouest, mettront une digue au courant de l'émigration; car la compagnie que nous venons de choisir pour coloniser le Nord-Ouest, va ouvrir un marché splendide pour les manufactures du Canada. Nous verrons bientôt ce courant d'émigration se diriger constamment vers le Nord-Ouest, et nous aurons alors le débouché dont les messieurs de l'opposition s'inquiétaient fort lorsque nous avons adopté la politique nationale. On nous a reproché quelquesois, que nous allions encombrer le marché, eh! bien, nous allons ouvrir un marché pour le surplus des objets manufacturés en Canada. L'ouverture des terres du Nord-Ouest aura pour effet d'attirer un grand nombre d'immigrants d'Europe. En arrivant dans le Nordla première chose dont ces immigrants ont besoin, c'est de se procurer les effets les plus nécessaires pour l'organisation et l'ameublement de la maison; ils ont besoin d'un poële; ils ont besoin d'ustensiles de cuisine. Tous ces objets sont manufactures dans le pays, et l'adoption de la politique nationale empêchera les habitants du Nord-Ouest de pouvoir acheter ces objets aux Etats-Unis, d'autant plus qu'ils pourront les avoir à meilleur marché ici. Les colons du Nord-Ouest auront besoin d'instruments d'agriculture; ils auront besoin de charrues; ils auront besoin de faucheuses, de moisonneuses, de moulins à battre le grain, et ces objets, où iront-ils les chercher? Ils viendront les de Québec est dans un état prospère; il y a un fait bien verrons l'emigration cesser; alors les jeunes gens du clair pour tout le monde, et il faut être aveugle pour M. BOURBEAU

Canada trouveront leur profit à travailler dans les manufactures de leur pays, et cesseront de s'éloigner. Les pères de famille n'auront pas besoin de s'éloigner pour aller gagner de l'argent pour payer les dettes qu'ils auront contractées dans les temps difficiles; les temps seront devenus meilleurs et les pères de familles ne seront pas forcés de changer leur position. M. l'Orateur, je dis les fluctuations du marché; aujourd'hui le fer peut être bien que les temps seront devenus plus faciles, mais ils cher, demain il sera à meilleur marché, et il ne faut pas sont déjà plus faciles! Que voyons-nous dans les campagnes comme dans les villes? Nous voyons la preuve que les temps sont beaucoup plus faciles, et je vais en établir la preuve par le fait que les prêteurs d'argent, les usuriers on se sert en Canada pour cultiver la terre, sont manu-facturés dans le pays—tous ces instruments ont été augmentés leur argent à vingt, vingt-cinq et trente pour cent, ces prêteurs d'argent qui ont été la cause qu'un grand nombre de personnes sont allées aux Etats-Unis; ces prêteurs d'argent à vingt-cinq et trente pour cent ne peuvent pas trouver aujourd'hui à prêter même à huit pour cent; l'argent étant devenu plus commun, le cultivateur peut vendre en conséquence ses produits avec beaucoup plus d'avantage; et si on consultait les cultivateurs aujourd'hui et si on leur demandait la différence qu'il y a entre le prix qu'ils peuvent obtenir pour leurs produits aujourd'hui et les prix qu'ils pouvaient obtenir il y a deux ou trois ans, avant l'adoption de la politique nationale, ils diraient qu'aujourd'hui ils sont satisfaits, mais qu'avant l'adoption de la politique nationale ils étaient loin de l'être. Et dans la localité où je demeure, j'ai souvent vu de bons cultivateurs essayer de vendre leurs produits à des hommes qui auraient pu promettre de payer, et qui auraient pu tenir à remplir leur promesse, mais inutilement; ils ne pouvaient pas même vendre leurs produits à crédit, et ils trouvaient encore moins à les vendre pour de l'argent. Aujourd'hui tout se vend pour argent comptant; l'argent n'a jamais été plus abondant dans les campagnes qu'il ne l'est aujour-d'hui. Je n'ai pas l'avantage, M. l'Orateur, de de-meurer dans les villes, mais si je juge des villes par ce qui se passe dans les campagnes, je crois pouvoir dire que dans les villes on doit être satisfait du résultat de Unis. Comme je l'ai dit en commençant, une fois que le la politique nationale, parce que si dans les campagnes on fait de si bonnes affaires aujourd'hui, cela nous permet de pouvoir payer nos fournisseurs des villes. Je considère que la campagne sert à augmenter le commerce de la ville; je considère que la campagne est un des plus forts tributaires pour la ville; que chaque fois que les affaires sont prospères dans les campagnes, elles ne peuvent faire autrement que de prospérer dans les villes.

M. l'Orateur, je ne m'étais pas levé pour parler de la politique nationale, mais l'honorable député de Bothwell (M. Mills), a voulu insinuer que cette politique avait amené un grand nombre de banqueroutes dans le pays, cette année, et j'ai cru devoir réfuter cette assertion en disant quelques mots des manufactures qui sont en opération dans le pays, en tâchant de développer brièvement les avantages de la politique nationale que nous avons adoptée, et en essayant de prouver que loin de nuire aux intérêts du commerce en Canada, la politique nationale a dû faire progresser le commerce dans ce pays; et je crois avoir réussi à prouver que l'honorable député de Bothwell n'avait pas raison de nous dire que la politique nationale avait été la cause d'un grand nombre de banqueroutes dans ce pays.

M. OLIVIER. M. l'Orateur, je ne retiendrai pas bien long temps l'attention de cette honorable Chambre. Je demanderai seulement son indulgence pour quelques instants. Les honorables messieurs qui viennent de s'asseoir, l'honorable député pour Arthabaska (M. Bourbeau) et l'honorable député pour Rouville (M. Gigault), nous ont montré la province de Québec sous une ère de prospérité si grande, sous une ère de